

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et
installations classées

**Arrêté du 26 février 2025
mettant en demeure la société HOLCIM Béton Granulat Haut Rhin de respecter les
dispositions applicables à sa carrière de SIERENTZ relatives aux espèces protégées**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-8 I,

VU l'arrêté préfectoral modifié d'autorisation d'exploiter n° 960131 du 31 janvier 1996 autorisant la Sté Gravière de la Hardt à exploiter, à sec et en eau, une carrière à Sierentz (68),

VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2017 (autorisation de changement d'exploitant au profit de la Sté HOLCIM Béton Granulat Haut-Rhin au lieu et place de la Sté Gravière de la Hardt),

VU le rapport de suivi écologique d'octobre 2024 de la Gravière de la Hardt, située à Sierentz, exploitée par la société HOLCIM Béton Granulat Haut-Rhin,

VU la visite de l'inspection des installations classées du 14 janvier 2025,

VU le rapport associé à l'inspection du 14 janvier 2025 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que l'article 26bis-1 de l'arrêté préfectoral modifié n° 960131 du 31 janvier 1996 susvisé prévoit que si l'aménagement en faveur de l'Hirondelle des falaises n'est pas fonctionnel, l'exploitant doit solliciter une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'habitat d'espèces protégées,

Considérant que l'aménagement réalisé n'est pas fonctionnel (cf. rapport de suivi écologique d'octobre 2024 susvisé) et n'est donc pas favorable pour permettre aux Hirondelles des falaises de s'y installer,

Considérant qu'au jour de l'inspection, l'exploitant ne dispose pas de dérogation à l'interdiction de destruction de l'habitat d'espèces protégées,

Considérant que ceci constitue un non-respect de l'article 26bis-1 de l'arrêté préfectoral modifié n° 960131 du 31 janvier 1996 modifié susvisé,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code précité : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er :

la société HOLCIM Béton Granulat Haut-Rhin, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est sis au lieu-dit Ritty – 68730 BLOTZHEIM, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de sa carrière de matériaux alluvionnaires de Sierentz (68) aux lieux-dits Koetzinger Hardt, Grassweg, Schluck, Lachen, Eichbaeumlein, Hocker, Gantzboden, Ritti, Rittiecke et Lange Ritti, dite « ancienne Gravière de la Hardt »,

Article 2 :

dans un délai de **12 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 26bis-1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 modifié susvisé :

« Des hirondelles de rivages ont été détectées (nichage) en partie supérieure des talus à sec résultant de la réalisation du casier d'enfouissement des stériles d'extraction de la carrière (stériles de découverte, terres de découverte et terres végétales) en partie ouest du site de la carrière (voir article 17 du présent arrêté préfectoral).

Une falaise à hirondelle est réalisée en angle Nord-Ouest de la carrière, à la cote du terrain naturel ; cette falaise est d'au moins 3 m de hauteur et 15 m de longueur, orientée vers l'Est ; l'exploitant entretient cet aménagement.

En aucune façon des secteurs sur lesquels des espèces protégées ont été mises en évidence ne doivent être touchés ou endommagés par l'exploitation (stockage de terres et de stériles, stockage de matériaux, exploitation) sans réalisation préalable des mesures d'évitement ou de réduction d'impact répondant à l'objectif de réalisation.

Dans l'hypothèse où le suivi écologique à réaliser en 2021 ne confirme pas l'implantation des hirondelles de rivage sur la falaise artificielle réalisée dans l'angle Nord-Ouest de la carrière à proximité du casier d'enfouissement alors la destruction des habitats mis en évidence au niveau

du casier d'enfouissement de stériles d'extraction n'est pas autorisée. Il appartiendra alors à l'exploitant, s'il envisage la destruction des habitats présents au niveau des talus du casier d'enfouissement de solliciter une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'habitat d'espèces protégées. »

Article 3 :

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 :

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 :

le secrétaire général de la préfecture ainsi que le directeur de la DREAL-service de l'inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera notifiée à l'exploitant.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

signé :

Augustin CELLARD

